

LA NOUVELLE DONNE STRATÉGIQUE et la nécessité d'un « troisième pied du tabouret »

Les évolutions qui affectent le monde contemporain sont telles qu'elles rendent obsolètes la plupart des schémas qui prévalaient il y a encore vingt ans. Ce qui est une évidence concernant l'économie est aussi vrai pour la *sécurité*. Le bouleversement y est moins visible car la collusion qui s'est opérée dans ce domaine entre les problèmes internes et les questions internationales est souvent escamotée ; il devrait néanmoins obliger à repenser la notion même de sécurité, son champ ainsi que l'ensemble des dispositions qui en découlent. Pour répondre efficacement à cette nouvelle problématique et aux besoins qui en découlent ici et là, on ne peut plus se satisfaire du seul cadre national et encore exclusivement militaire d'une « politique de défense » dont l'essentiel se traduit en termes techniques et financiers à travers des programmes d'armement destinés à mettre en œuvre des « modèles d'armées ». Sur un sujet aussi vital pour l'avenir de nos sociétés, il faut redessiner le cadre mondial dans lequel nous évoluons afin de tenter de comprendre et d'interpréter les redistributions de cartes en cours, en particulier de recenser l'identité, la qualité et l'importance des différents acteurs, nouveaux ou anciens, Etats aussi bien qu'ONG ou toutes autres entreprises d'envergure mondiale. Sous leur pression et par la combinaison de leurs jeux, ces acteurs sont en train de modifier la face et le cours de l'humanité avec tous les risques de conflits que favorisent les changements d'équilibre dans une période de transition. C'est bien dans ce monde en cours de reconfiguration qu'il faut tenter d'exister ; il faut donc s'y intéresser et tâcher d'en comprendre la complexité. Ce n'est qu'à partir d'une évaluation de la nature et de la portée de ces rééquilibrages qu'on pourra se faire une idée de la future carte du monde, de la répartition des fonctions entre les grands acteurs, et en déduire, pour un pays comme la France, la place qui pourrait être la

sienne dans le monde de demain et du rôle qu'elle pourrait y jouer dans un ensemble européen repensé.

Cette question de positionnement est centrale pour notre pays : n'est-il plus qu'un parmi les vingt-cinq – et bientôt trente quatre – pays européens, un parmi les deux cents Etats du monde ; ou bien la France a-t-elle encore « quelque chose à dire » qui soit en phase avec le monde complexe, injuste et dangereux du XXI^e siècle ? C'est la question à laquelle avait répondu en son temps le Général de Gaulle, lors d'un Conseil restreint à l'Élysée consacré à la situation en Algérie : « le problème de la France, ce n'est pas l'Algérie qui est du ressort des Algériens, ce n'est pas non plus la Russie qui regarde avant tout les Américains, le problème de la France c'est le monde... » Cette sentence, prononcée en 1959, s'avère prophétique alors que s'impose la mondialisation : sauf à se complaire dans ses difficultés internes et dans l'imbroglie européen, la France, plus que jamais, a vocation à s'intéresser au monde. Mais un tel jugement paraît déplacé en 2006 où la France apparaît en perte de vitesse, sinon en déclin, dans les domaines essentiels qui mettent en œuvre la modernité. Inaudible dans un concert européen noyauté par les Anglo-Saxons, en désaccord sur des sujets vitaux avec la puissance dominante, déstabilisée de l'intérieur par une politique tirée à hue et à dia depuis vingt-cinq ans, bloquée par des raideurs structurelles qui gaspillent son énergie et l'empêchent de se reconfigurer, la France semble ne plus être en mesure de « tenir son rang » dans le monde tel qu'il est. Sauf à sortir des chemins battus en renouvelant son analyse de la situation, en prenant le risque d'investir le monde en mouvement et donc, à sa manière, d'inventer le futur.

Appréciation de situation

Les deux clés de compréhension de la complexité du monde actuel sont liées essentiellement à la mondialisation en cours et à l'émergence de nouveaux acteurs majeurs de la vie internationale qu'elle suscite ; si elles ne sont pas comprises, accompagnées, régulées, elles seront, l'une et l'autre, sources de perturbations, de déséquilibres et, sans doute, de conflits ; si, en revanche, elles sont acceptées, canalisées, puis intégrées dans une nouvelle conception du monde, alors il est possible que celui-ci demeure viable encore quelque temps. Peu de pays ont la possibilité – et

la légitimité – de procéder à cette analyse de situation et de la faire valoir. La France est encore, et malgré tout, de ceux-là, par son « exception » due autant à son héritage politique, intellectuel et historique qu'à sa position géographique au confluent des continents et des océans. S'agissant du premier facteur - la mondialisation -, il semble peu probable qu'on parvienne à une analyse commune tant elle est porteuse d'idéologie : celle d'une « vision du monde », uniformisation sur le système américain - libéralisme économique et démocratie politique - par ailleurs difficilement modélisable et extensible au reste de la planète. Outre ce constat qui réduit l'universalisme du phénomène, on ne peut escamoter un certain nombre de faits qui en limitent la portée et donc les bienfaits supposés ; d'abord, malgré des retombées positives, elle reste limitée, contrairement à son acception, à un cinquième de l'humanité et à certains secteurs d'activité ; ensuite elle encourage les excès (7,8 millions de personnes – sur 6,4 milliards, soit moins de 0,1% de la population - possèdent 25 % de la richesse mondiale) ; enfin elle a des effets pervers et déstabilisants pour un grand nombre de sociétés que rien n'a préparé à de tels bouleversements de leurs façons d'être et de vivre. On voit bien que le sujet de la mondialisation mériterait à lui seul une relecture attentive du monde et qu'il pourrait livrer des clés de compréhension, mais on sait aussi qu'il n'est pas convenable d'y porter la critique au risque de passer pour inculte et rétrograde. S'agissant du second facteur - l'émergence de nouveaux acteurs -, réalité visible, mesurable et quantifiable, on devrait parvenir sur ses effets à un certain consensus.

S'interroger sur les acteurs mondiaux, c'est poser la double question de l'évolution de la gouvernance et de la notion de puissance dans le monde : qui fait quoi aujourd'hui et qui pourra faire quoi demain ? L'idée encore la plus répandue sur ce sujet, c'est qu'un « club de puissances » continue, comme au XIX^e siècle, d'imposer son hégémonie et d'assurer la direction du monde. Cette vision des choses ne résiste pas à l'examen ; elle s'est effondrée avec la fin de la guerre froide et la « banalisation » du continent européen ; elle est dépassée par la multipolarité d'un monde qui retrouve sa diversité. On assiste à cet égard à un double mouvement : en premier lieu la multiplication incessante du nombre des acteurs étatiques passés de 60 en 1938 à 120

en 1960 et à 200 aujourd'hui, fragmentation du monde qui est une des causes principales des conflits (l'ex-Yougoslavie s'est divisée en sept Etats après dix ans de guerre civile) et qui entraîne l'effritement de leur souveraineté et l'affaiblissement de leur autorité ; en second lieu la diversification de la nature des acteurs mondiaux, d'abord au profit des ONG, au premier rang desquelles l'ONU avec ses nombreuses et puissantes filiales (Banque mondiale et FMI, OMS et FAO, UNESCO...), ensuite au bénéfice des entreprises multinationales dont le poids est devenu décisif dans la conduite économique des affaires mondiales, enfin à l'avantage d'un certain nombre d'acteurs officieux ou souterrains qui exploitent toutes les failles de l'état du monde pour se développer, les mafias et la grande criminalité en particulier ; le chiffre d'affaires supposé de cette économie trouble serait de 2000 milliards de dollars, soit plus de 4 % du PIB mondial et l'équivalent du PIB français. Sur le plan géographique, cette situation tend à accentuer les clivages entre, d'une part les grands Etats (Etats-Unis, Chine, Inde, Russie, Brésil...) ou les ensembles régionaux cohérents (Union européenne, Mercosur), d'autre part les « zones grises » où prolifèrent les poussières d'Etats (Caraïbes, Balkans, Caucase, etc). Après les empires coloniaux, après le bipolarisme est-ouest et le tiers monde, après ces périodes d'ordre et de partage, aussi injustes fussent-ils, le monde paraît désarticulé.

Dans ces conditions, la gouvernance du monde, le concert des nations et la capacité des « grands acteurs » à établir des règles communes sont devenues improbables, en tout cas de plus en plus contestés. Cet éparpillement désordonné rend le monde en grande partie chaotique et imprévisible ; l'art de gouverner - qui est avant tout de prévoir - y devient impraticable. Mais ce chaos, qui n'est que le reflet de l'incapacité de la puissance américaine à établir son hégémonie sur la planète, ne peut être que provisoire, soit qu'il dégénère en conflits de tous ordres (le terrorisme en est une des formes), soit qu'il appelle mécaniquement à une réorganisation du monde sous l'effet de nouvelles forces. Cette redistribution est en cours et s'effectue selon trois critères classiques principaux : la dimension, la démographie et l'économie. Ces trois effets sont liés, ils commandent la « taille » des Etats, devenue déterminante dans un monde émietté, aussi bien en termes de ressources

naturelles que de marché.

Le premier des Etats selon tous les critères de la puissance, ce sont sans conteste les Etats-Unis, et ce pour longtemps encore. C'est aujourd'hui le seul pays disposant de tous les arguments de la « puissance » : la finance et l'industrie, la recherche et la technologie, la culture et les médias, l'armée et la diplomatie, etc. Cette puissance est dominante dans tous les secteurs et n'est pas près de s'effondrer : les premières décennies du XXI^e siècle seront assurément américaines. Si les Etats-Unis ne représentent « plus que » 25 % du PIB mondial (contre 50 % en 1945), cela signifie d'abord qu'ils ont été des démultiplicateurs de richesse mais aussi qu'ils continuent d'en être les premiers bénéficiaires avec un PIB supérieur à 12 000 milliards de dollars dont la plus-value de croissance annuelle, de 3 à 5 %, représente à elle seule le PIB du continent africain ! Pour fixer les idées, 150 millions d'Américains possèdent la moitié de la richesse boursière mondiale. Sur le plan géographique, il est manifeste que ce pays-continent dispose de la taille critique et donc de ressources naturelles considérables, notamment dans son grand nord, en Alaska ; son insularité lui donne en outre un recul stratégique qui reste un atout majeur. Sur le plan démographique, qui sera sans doute un facteur surdéterminant dans les prochaines décennies, le dynamisme américain est intact ; la population des Etats-Unis - près de 300 millions d'habitants -, est en croissance rapide (naissances et immigration) et devrait augmenter de 50 % d'ici à une trentaine d'années ; c'est un gage supplémentaire de dynamisme et de créativité. Sur le plan stratégique, est-il utile de rappeler la supériorité militaire d'un pays qui consacre 435 milliards de dollars à sa défense, soit la moitié du budget militaire mondial, dix fois plus que ses suivants japonais, britannique ou chinois ?

Cela dit, comme à toute apogée succède nécessairement un déclin, il est probable que les Etats-Unis ont dépassé le point culminant de leur suprématie. Outre les indicateurs économiques, plusieurs facteurs en sont annonciateurs.

Le premier facteur, c'est le rejet mondial dont ils sont l'objet, stigmatisé par leurs échecs diplomatico-militaires répétés depuis le Vietnam et dont l'aventure afghano-irakienne est emblématique.

L'hégémonie dont ils bénéficiaient depuis 1945 était largement méritée et acceptée par la plupart des nations. C'était encore vrai en 1990 où ils continuaient d'être considérés comme les champions de la liberté. Mais l'effondrement de leurs ennemis les a révélés tels qu'en eux-mêmes : une puissance implacable, soucieuse de ses propres intérêts et du maintien de sa suprématie par tous les moyens. A tort ou à raison, la séduction américaine n'est plus ce qu'elle était et l'idylle des Etats-Unis avec le monde semble achevée ; on ne « gouverne » plus contre une partie du monde et on ne peut plus imposer la brutalité du rapport de forces avec les méthodes et les moyens du siècle dernier, même mâtiné de *soft power*.

Le deuxième facteur, qui en est la conséquence, c'est l'isolement croissant dans lequel se trouvent les Etats-Unis à la suite de la dissolution naturelle du camp occidental qu'a déclenchée la fin de la guerre froide. Le concept d'Occident n'a d'ailleurs plus grand sens aujourd'hui, soit qu'il ait perdu son adversaire « oriental » antilibéral, communiste et totalitaire, dissous dans un monde multipolaire, soit qu'il ne corresponde plus à ce qu'était la civilisation occidentale dans sa tradition gréco-romaine et européenne ; on peut à la rigueur le « décliner » comme on le fait de l'Orient entre Proche, Moyen et Extrême-Orient, l'Amérique constituant alors un Extrême-Occident et l'Europe retrouvant sa position médiane. Les Etats-Unis ont dû établir, à trois reprises au XX^e siècle, un lien transatlantique fort avec une Europe incapable de régler ses propres problèmes puis d'assurer sa sécurité ; ces temps sont révolus car l'Europe apaisée n'est plus la matrice de la conflictualité mondiale, et la sujétion stratégique dans laquelle étaient tenus les Européens est devenue inutile et contestable. Bref, les Etats-Unis, situés à mi-distance de l'Europe et de l'Asie, sont appelés à retrouver leur insularité avec les conséquences qu'elle entraîne sur leur « vision » du monde, nécessairement et géographiquement différente des pays du vaste continent eurasiatique, en particulier celle des Européens.

Le troisième facteur des difficultés américaines est lié à la référence universelle au dollar ; monnaie mondiale, elle permet aux Américains d'abuser de leur position dominante en termes de balances alors qu'ils devraient être les garants des équilibres monétaires ; les déficits de leur commerce extérieur et de leur budget ont atteints des sommets que le

reste du monde doit financer et qu'il ne continuera pas de faire sans contreparties.

La vulnérabilité américaine n'est pas une fiction, les attentats du 11 septembre 2001 l'ont prouvé ainsi que les événements qui ont suivi. Il y a des failles importantes dans le système de puissance américain ; et ces failles se révèlent alors que de nouveaux facteurs de déstabilisation s'attaquent à l'ordre mondial.

Le principal d'entre eux est dû à l'émergence de la Chine sur la scène économique et politique mondiale. Selon les critères de « taille » évoqués pour caractériser la puissance des Etats (superficie, démographie, économie), la Chine est incontestablement aujourd'hui le second acteur mondial et le concurrent naturel des Etats-Unis. Pays sous-développé il y a vingt ans encore, elle est en voie de rattrapage rapide : deuxième ou quatrième économie du monde selon que l'on utilise le yuan ou le dollar comme monnaie de référence, la Chine est sur une courbe de croissance que rien ne semble devoir infléchir et qui devrait, sauf accident, la mettre à parité de puissance avec les Etats-Unis d'ici à une vingtaine d'années. Depuis 1979, année où Deng Xiaoping lança la « politique de réforme et d'ouverture », caractérisée d'une part par le « socialisme de marché » et d'autre part par l'ouverture au monde, la Chine est passée de 1 à près de 5 % du PIB mondial ; dans 25 ans au plus, compte tenu d'une croissance annuelle d'environ 10 %, elle devrait atteindre ou dépasser les 20 % de la production mondiale. Pour « pacifique » qu'elle se veuille, cette émergence galopante et massive n'est pas sans modifier sensiblement les équilibres économiques auxquels les grands acteurs mondiaux étaient parvenus : d'abord par une ponction considérable sur les ressources énergétiques comme sur les matières premières dont les prix ont explosé depuis deux ans, ensuite par l'inondation de produits finis à bas prix « made in China » qui déstabilisent les lieux et les circuits de production, au Nord comme au Sud.

Rivalité sino-américaine

Personne ne peut contester la légitimité du développement chinois, ni l'intérêt qu'il présente pour le reste du monde ; il contribue depuis l'an

2000 pour plus d'un tiers à la croissance mondiale et, ce faisant, à l'amélioration des conditions et du niveau de vie de l'humanité. Cela dit, son mode d'action met en lumière les faiblesses de l'économie chinoise ainsi que les vulnérabilités stratégiques de la Chine. Ce développement reste fragile, car il est encore entièrement dépendant, d'abord à 75 % des échanges extérieurs, puis des investissements des grandes multinationales qui en ont fait « l'atelier du monde », enfin des approvisionnements par voie maritime. La liberté de circulation dans les détroits, notamment Malacca par où passe 80 % du pétrole importé, est devenue vitale. Or, ces points de passage obligés sont sous la surveillance de la puissance navale américaine qui en assure sinon le contrôle du moins la « sécurité » ; dans ces conditions, et compte tenu de l'importance stratégique que revêtent ces routes maritimes, la Chine se trouve dans l'obligation d'élargir son propre système de sécurité à l'échelle de ces enjeux et de modifier ainsi à terme le rapport des forces militaires dans la région sud-asiatique. Le développement de la Chine n'est pas non plus sans risques pour le monde. Le premier, nous l'avons vu, réside dans sa fulgurance déstabilisatrice : le monde était sous influence occidentale depuis deux siècles, plus précisément américaine ces dernières décennies ; la Chine vient brutalement contester cet ordre des choses et concurrencer les Etats-Unis sur leur terrain, celui de l'économie, et, par ampliation, se poser en rivale politique dans l'ancien tiers monde. Le deuxième concerne la voie de développement adoptée par la Chine sur le modèle économique américain, le plus coûteux et le plus « gaspilleur » en matières premières, notamment énergétiques ; à données égales, les ressources de la planète n'y suffiront pas, compte tenu des besoins quasiment illimités de la population chinoise et, derrière elle, du continent asiatique. Comme il paraît exclu que les Chinois soient en mesure d'inventer un nouveau modèle économique ou de pratiquer effectivement le « socialisme de marché » avant d'avoir atteint un seuil de développement qu'ils fixent eux-mêmes, à parité avec leur population, à 20 % du PIB mondial, qu'ils ne pourront en aucun cas atteindre avant une vingtaine d'années, les risques de confrontation d'ici là avec les Etats-Unis sont considérables. Le troisième risque est financier, la Chine accumulant, grâce à ses excédents commerciaux dus en grande partie à un *yuan* manifestement sous-évalué (d'au moins 40 %), des réserves monétaires (plus de 1000 milliards de dollars prévus

fin 2006) qui sont déjà les premières du monde et qui donnent aux Chinois des capacités massives d'intervention - et donc de nuisance - sur le marché américain. Influence politique, ressources énergétiques, dépendance financière, voilà au moins trois motifs de friction entre Américains et Chinois.

Les Américains sont conscients du problème. Le livre de Jean-François Susbielle - *Chine-USA, la guerre programmée* (First Editions, 2006) - décrypte bien le processus dans lequel se sont engagés les Etats-Unis. Ils savent depuis longtemps qu'après l'Union soviétique leur véritable adversaire ne peut être que l'Empire du Milieu et, dans cette perspective, ils ont pris les devants pour contenir l'expansion chinoise et l'obliger à réfréner ses ambitions. Les Chinois, sûrs de leur puissance montante et de leurs droits, n'ont pas l'intention de se laisser contraindre ou de jouer les seconds rôles ; ils veulent retrouver leur grandeur passée et prendre leur revanche sur une histoire qu'ils jugent humiliante à leur égard. Malgré leur connivence actuelle, chacun profitant de l'autre, les mailles du filet se resserrent. D'une certaine façon et sur un mode feutré pour l'instant, la guerre Chine-Etats-Unis a déjà commencé. Chacun à sa manière dispose ses pions : les Américains par une stratégie d'encercllement en Asie occidentale sous prétexte de lutte contre le terrorisme et de contrôle des ressources pétrolières mondiales ; les Chinois en tissant patiemment leur toile d'araignée sur le monde, en privilégiant les liens politiques, financiers et commerciaux avec l'Afrique, l'Amérique latine et le Moyen-Orient. Une partie de bras de fer est engagée, avec le pétrole pour enjeu, car la Chine a des besoins énergétiques gigantesques pour nourrir sa croissance que seul un pétrole abondant peut satisfaire, au moins dans les dix ans à venir. Là est leur point principal de dépendance et les Américains sont décidés à l'exploiter : le baril à 70 ou 80 dollars n'est pas seulement l'effet de tension sur le marché pétrolier, il résulte aussi de la volonté américaine de faire payer, sinon de ralentir, une croissance chinoise inquiétante. La mainmise sur les ressources irakiennes (les deuxièmes du monde après l'Arabie saoudite, elle-même contrôlée par les Etats-Unis) n'est sans doute pas étrangère à la volonté des Américains de limiter l'accès de la Chine au pactole pétrolier ; leur installation, sous prétexte de lutte contre le terrorisme dans la périphérie afghane, dans plusieurs pays d'Asie

centrale dont le potentiel pétrolier est important à l'image du Kazakhstan, concourt à bloquer l'expansion chinoise à ses marges occidentales : un « nouveau Taïwan à l'ouest » estiment les Chinois qui se voient ainsi enfermés dans leurs frontières. En réplique, les Chinois multiplient les accords pétroliers sur tous les continents, de préférence avec des pays hostiles aux Etats-Unis comme l'Iran (contrats de plus de 100 milliards de dollars), le Soudan ou le Venezuela, pour tenter de développer leur propre réseau et d'échapper ainsi aux tenailles américaines dans cette guerre pour l'accès aux ressources pétrolières. La Russie, deuxième producteur mondial, est bien placée pour jouer de cette rivalité et en profiter pour rétablir ses positions stratégiques malmenées dans l'après-guerre froide. Après l'accès aux ressources, la maîtrise des voies d'approvisionnement terrestres et maritimes, nous l'avons déjà évoqué, est l'autre volet de ce conflit où les Américains cherchent également à contrôler les flux en direction de la Chine. Pour chacun des deux acteurs, l'enjeu pétrolier est décisif, car il est pour les Etats-Unis la clé de leur suprématie, pour la Chine le moteur essentiel de son développement. Dans ce conflit, les Américains bénéficient de l'avantage de la puissance dominante, notamment d'une supériorité militaire et technique qui interdit à la Chine de jouer de l'argument du rapport de forces et l'incite, selon sa tradition, à une stratégie alternative, celle de la « toile d'araignée » ; elle oblige à la patience, à « cacher ses intentions et dissimuler ses forces » - tao guang yang hui -, selon une des formules de Deng Xiaoping ; elle consiste pour la Chine à tisser sa trame et avancer ses pions dans toutes les failles du dispositif adverse, de façon à prendre les Etats-Unis au piège de leur propre puissance, en particulier en accumulant les avoirs en dollars. En 2006, nous en sommes aux prémises de ce conflit qui ne peut que s'exacerber au fil des ans et à mesure de la montée en puissance chinoise.

La lutte pour le pétrole n'est en réalité que la face visible d'une opposition sino-américaine qui touche à l'essentiel. Les rivalités d'intérêt cachent mal un antagonisme fondamental. Tout sépare ces deux pays et surtout ces deux civilisations : leur vision du monde, leur philosophie, leur conception de l'homme, leur mode de fonctionnement et, surtout, leur système politique. Ils ne se comprennent ni ne s'estiment mais, dans un jeu mutuel de fascination-répulsion, ils se craignent et

savent, les uns comme les autres, que toutes les probabilités convergent vers l'inéluctabilité d'un conflit majeur d'ici vingt ou trente ans. Dans cette perspective, les deux rivaux ont engagé une course de vitesse pour engranger leurs atouts ; chacun va fourbir ses armes et tenter d'entraîner des partenaires pour constituer son camp ; les Américains vont naturellement chercher à retrouver leurs alliés habituels et relancer le bloc des démocraties occidentales ; les Chinois, au-delà du cercle de leurs obligés et clients asiatiques, vont s'efforcer de reconstituer un front d'obédience tiers mondiste. Un nouveau bipolarisme, sur front de double clivage mondial Occident-Orient et Nord-Sud, pourrait ainsi encadrer et exacerber la rivalité sino-américaine.

Mais ce conflit sino-américain a peu de chances d'exploser au grand jour et de se traduire demain par la guerre, au sens classique du terme. L'acteur chinois, selon sa tradition stratégique, tentera de maintenir dissociées aussi longtemps que possible l'économie et la politique ; il cherchera à éviter la confrontation militaire (même s'agissant de Taïwan) mais saura utiliser les opportunités de l'actualité internationale (Corée du nord, Iran, Soudan...) et jouer d'autres formes plus subtiles d'opposition, comme l'imposition de nouvelles normes. L'acteur américain profitera de toutes les occasions que lui fournira sa puissance pour endiguer la Chine et la contraindre dans son périmètre régional. Les deux acteurs surtout chercheront à exploiter le chaos mondial actuel et, selon une stratégie bien connue pendant la guerre froide, à s'investir dans des conflits périphériques par clients ou alliés interposés, utilisant ainsi à leur profit les zones grises du monde. A ce titre, le conflit latent sino-américain ne peut que nourrir une escalade chaotique et aggraver le désordre mondial. Telle paraît être la menace qui pèse principalement sur la sécurité du monde pour les vingt ans à venir.

Toutefois, des facteurs déclencheurs ne manquent pas et ne peuvent que s'exacerber dans les prochaines années. Outre leur opposition foncière qui finira par s'exprimer, chacun recèle des vulnérabilités que l'autre cherchera à exploiter. La Chine est encore fragile, à certains égards encore sous-développée comme le répètent inlassablement les officiels chinois avec une feinte modestie ; en dehors d'une infériorité militaire qu'elle ne pourra combler aux échéances envisagées, elle vit sous la contrainte d'une fuite en avant économique, dangereuse mais

indispensable pour sa stabilité politique et sociale : le maintien au pouvoir du Parti communiste et la soumission du peuple chinois sont à ce prix. Qu'une dérive du taux de croissance intervienne, quel qu'en soit le sens, et la Chine pourrait connaître de fortes tensions sociales qu'elle n'hésiterait pas à externaliser en provoquant une crise mondiale dans l'un ou l'autre domaine où elle aura accumulé des atouts, notamment financiers. Mais les Américains pourraient aussi profiter des difficultés internes chinoises et de la propension de ce peuple à s'autodétruire. Les Etats-Unis, quant à eux, sont vulnérables ; les attentats de septembre 2001 l'ont démontré ainsi que la suite des événements. Leur hégémonie est ouvertement contestée dans des registres inédits et leurs échecs stratégiques sont mal vécus. Assurés de leur puissance et de leur légitimité à l'exercer, ils réagissent de façon brutale et pourraient alors se prendre les pieds dans les pièges tendus ici ou là par les Chinois (ou par d'autres). Trop de motifs de conflits, entretenus par les deux parties, ne peuvent que déboucher, à terme, sur une guerre ouverte. Il est peu probable que, faute d'une puissance militaire suffisante, les Chinois en prennent l'initiative ; mais il en va autrement des Américains dont l'appareil militaire est sans rival et qui pourraient profiter de cette supériorité écrasante pour accélérer le cours de l'histoire.

Le « troisième pied du tabouret »

Il apparaît dans l'intérêt général de l'humanité d'empêcher que se reproduisent les conditions d'un conflit mondial. Il faut tenter d'éviter un tel face à face entre Chinois et Américains, dont nous savons qu'il débouchera à terme plus ou moins long sur une conflagration générale, ces derniers ayant une propension croissante à envisager les relations internationales de façon unilatérale et donc essentiellement en termes de rapport de forces, comme l'a montré l'aventure irakienne. Pour sortir de ce redoutable dualisme annoncé, la seule possibilité réaliste est qu'apparaisse un troisième acteur « stratégique » capable de faire pièce aux deux protagonistes, et qui réunisse pour ce faire un certain nombre de qualités : *la crédibilité politique, la suffisance stratégique, le poids économique, le dynamisme démographique, l'innovation technique et la créativité intellectuelle*. Ce n'est qu'à ces conditions qu'un acteur mondial pourrait espérer produire suffisamment de sécurité pour espérer

jouer un rôle médiateur entre les deux puissances antagonistes. A l'évidence, aucun Etat, ni aujourd'hui ni demain, ne serait en mesure de parvenir à un tel niveau et prétendre au statut de ce qu'on pourrait appeler le « troisième pied du tabouret ». Ni la Russie, malgré ses hydrocarbures, ses armes nucléaires, sa superficie et sa volonté de revenir au premier rang ; ni l'Inde, malgré sa démographie et sa percée technologique ; ni le Brésil, malgré ses ressources et son dynamisme. Seul un ensemble d'Etats, rassemblant leurs capacités dans les six domaines évoqués ci-dessus, serait en mesure de faire poids au moins égal avec les deux puissances incriminées et de s'imposer à elles comme interlocuteur privilégié. Seule une « certaine » Europe, à condition qu'elle prenne conscience des enjeux et qu'elle veuille se donner les moyens d'agir, pourrait être ce « troisième pied du tabouret ». Il y va effectivement de sa survie comme entité politique : ne pas se constituer en ensemble autonome l'obligerait en effet à se mettre à la remorque du « camp occidental », demeurant ainsi la vassale des Etats-Unis. Tout bien compris et pour peu qu'on veuille en mesurer les attendus, ce conflit sino-américain prévisible est une chance unique pour l'Europe de se mettre au diapason de ses responsabilités mondiales et d'exister en tant que telle. D'abord pour contribuer à faire accéder la Chine au club de la « gouvernance mondiale » dont la porte ne lui est qu'entr'ouverte, ensuite pour décharger en partie les Etats-Unis du fardeau mondial qu'ils supportent seuls depuis cinquante ans, enfin pour offrir au monde une alternative crédible entre deux régimes politiques aussi dangereusement complices et si diamétralement opposés. Il ne s'agit pas pour l'Europe de s'ériger en « rival » des Etats-Unis mais de prendre ses distances, d'abord celles que la géographie indique, et de se rendre enfin compte que la sujétion européenne à travers le lien transatlantique est préjudiciable à la paix mondiale ; ensuite celles que suggère la raison de ne pas se laisser entraîner dans une « vision du monde » pour le moins discutable, celle du « conflit des civilisations », celle de la « guerre universelle » contre le terrorisme, concepts propres au messianisme américain. Il ne s'agit pas non plus de « trahir » son camp et, sous prétexte d'intérêts économiques, d'aller adorer aujourd'hui ce qu'on brûlait hier et de se faire les thuriféraires de la Chine post-maoïste, mais de se poser la question de savoir si la notion de « camp » a encore un sens – comme on l'a dit du concept d'Occident – au temps de la

mondialisation et des « Nations unies ».

A partir de cette analyse stratégique, on peut effectivement « imaginer » les contours de l'Europe nouvelle qu'il faudrait construire. Non que l'Union européenne actuelle doive être jetée aux orties et considérée comme nulle. Au contraire, les acquis européens sont des atouts pour entreprendre une autre phase de cette construction, non plus tournée vers elle-même et ses propres besoins mais conçue en fonction du monde extérieur et de la menace qui pèse d'un nouveau duopole mortel. L'Europe dont il s'agit ici doit prendre ses responsabilités pour être à la mesure des enjeux et faire le poids dans la rivalité sino-américaine comme dans le désordre mondial environnant. Cela suppose qu'elle réponde d'abord à l'effet de « taille ». Or, si son poids économique (du moins celui de ses composants) est aujourd'hui supérieur à celui des deux Grands, son taux de croissance actuel ne lui permettra pas de maintenir longtemps cet avantage (théorique) ; il lui faudrait à la fois envisager un élargissement territorial important et un projet politique dynamisant et mobilisateur, l'un n'allant pas sans l'autre. A vingt-cinq, voire à trente quatre, l'Europe c'est trop ou pas assez ; trop pour une gouvernance simple, pas assez pour jouer un rôle déterminant dans les affaires du monde. D'un strict point de vue stratégique, le « troisième pied du tabouret » devrait s'étendre au nord à tous les pays de la Baltique, à l'est aux riverains de la mer Noire, et au sud à l'ensemble du bassin méditerranéen. Dans la géopolitique moderne, héritée des travaux de Braudel, les mers, voire les océans, ne doivent plus être considérés comme des séparations mais comme des liens puisque c'est désormais autour des étendues maritimes que se concentrent la plupart des activités et la majorité des habitants. Penser l'Europe du troisième millénaire, c'est la concevoir comme un « ensemble au milieu du monde », au cœur du monde et en relation étroite avec le monde. Elle doit donc englober les mers qui l'entourent qui lui servaient jusqu'à présent de frontières ; selon l'étymologie, Méditerranée signifie « mer au milieu des terres ». Elle doit ainsi se rapprocher territorialement des zones grises du monde afin de pouvoir intervenir légitimement à leur profit. L'Europe ne peut s'imaginer comme une forteresse « riche et vieillissante », tentant de préserver le confort de quelques centaines de millions de privilégiés derrière de hauts

murs. Ce concept est stratégiquement stupide et moralement indéfendable. Dans l'éventualité d'une Europe ouverte, celle-ci pourrait comprendre une cinquantaine d'Etats – à l'image des Etats-Unis – et comprendre six à sept cents millions d'habitants, constituant ainsi un marché d'une taille supérieure à celui des Américains et qui fera un temps jeu égal avec celui des Chinois. Il ne s'agit pas de créer une nouvelle super-puissance, notamment sur le plan militaire ; les ressources européennes n'y suffiraient pas et cette voie serait improductive. Il ne s'agit pas non plus de s'ériger en rival des Etats-Unis ou en concurrent de la Chine, mais de rompre le cercle vicieux de l'adversité et de sortir du manichéisme stratégique dont nous avons hérité et dans lequel on voudrait nous laisser enfermés. Certes, le choix d'une telle orientation européenne n'est pas aisé et on imagine sans mal la levée de boucliers que cette idée va provoquer. D'autant qu'elle pose bien plus de questions qu'elle n'apporte de solutions.

A cinquante, les problèmes de gouvernance se poseraient dans des termes nouveaux que seul le fédéralisme pourrait résoudre, système qui respecte la plus large autonomie des différents Etats mais permet de mettre en commun leurs ressources et, surtout, de se doter d'instruments de droit et de gestion efficaces. Avec un tel nombre d'Etats et la diversité de leurs cultures, il ne saurait être question d'unifier et de centraliser, mais bien de « mettre en commun » les ressources et les règles, et d'avoir sur les questions d'intérêt mondial une attitude cohérente et uniforme. Si les Européens de demain veulent s'interposer comme médiateurs dans les querelles sino-américaines, il leur faudra bien avoir une même « vision du monde » et des positions communes. Et pour ce faire, ils devront disposer de moyens, notamment militaires et diplomatiques. Sur ce dernier point, on pourrait aller vite et donner une image cohérente d'une Europe unie en transformant les délégations européennes à l'étranger en véritables « ambassades » qui pourraient ainsi progressivement fédérer et prendre la place des représentations diplomatiques des divers pays européens. S'agissant d'un système de sécurité européen, la question est autrement plus difficile. Heureusement, d'une certaine façon, la défense européenne n'est pas allée très loin dans sa constitution et nous n'avons donc pas pris trop d'engagements irrémédiables dans ce domaine. C'est que la sécurité

d'une « grande Europe » telle que nous l'avons esquissée n'a plus grand-chose à voir avec les attermoissements de la « défense européenne » telle qu'elle était entrevue ces dernières années. Il s'agit en bref d'être « capables » de prévenir ou de s'interposer dans une éventuelle conflictualité sino-américaine. Tout doit être repensé à cette aune et non plus à celle de la protection de nos intérêts nationaux. En l'occurrence, en acquérant la capacité d'empêcher un conflit majeur entre ces deux Grands, on assurerait *ipso facto* la défense des Européens et on franchirait ainsi la frontière stratégique entre défense et sécurité, ce que l'on a du mal à envisager pratiquement dans le système politique actuel. En première analyse, on voit bien que cette capacité sera fondée sur un système de renseignement suffisamment performant pour obliger les protagonistes à plus de transparence ; cela suppose aussi de repenser ce mode d'investigation et de mettre en commun tous les moyens européens pour parvenir à une telle capacité ; on sait aujourd'hui qu'on est loin du compte, tant les appareils de renseignement sont restés étroitement nationaux et donc très limités. Ce système de renseignement devrait acquérir une couverture spatiale généralisée ainsi qu'une capacité d'analyse de situation mondiale. A ce stade de réflexion, il apparaît évident que la position européenne à l'égard de l'OTAN ne peut rester en l'état, cette alliance n'assurant en rien l'autonomie des Européens, au contraire puisqu'elle demeure l'instrument principal par lequel les Etats-Unis imposent leur stratégie au monde occidental et même au-delà. Si cette prise de distance est jugée irrecevable, alors il faut créer un autre forum qui réunira les intérêts européens entendus dans ce nouveau concept. On pourrait continuer à énumérer les capacités nécessaires à la constitution d'un système de sécurité européen, mais tel n'est pas l'objet de cet article qui a pour seul but de tirer les conséquences politiques d'une analyse stratégique de la situation contemporaine. Les Européens, s'ils acceptent de prendre conscience de ces réalités, ont au mieux vingt ans pour s'organiser et se constituer en « troisième pied » mondial. Autant dire qu'il faut se mettre au travail sans tarder.

Mais comment faire et avec qui, étant entendu que la plupart des pays européens, pour certains à peine remis des affres de la guerre froide, pour d'autres enfermés dans leur vision passéiste du monde ou dans

leurs difficultés intestines, ne sont probablement pas disposés à une remise en question politique et stratégique aussi radicale ? La France, à l'évidence, en raison de son héritage politique et intellectuel, devrait proposer cette démarche, seule façon pour elle de pouvoir jouer un rôle dans l'histoire future. Mais la France actuelle n'inspire guère confiance à ses voisins qui la jugent souvent prétentieuse et archaïque, outrancièrement anti-américaine et insuffisamment pro-européenne. Quelle que soit la justesse de nos analyses, nous ne convaincrions pas nos partenaires si nous sommes seuls à avoir cette vision du futur et à faire ce type de propositions. Il faut pour cela que nous fassions alliance avec l'Allemagne et que nous nous accordions sur ce projet. A deux, si nous n'atteignons pas l'effet de « taille » mondial, nous pesons lourd en Europe : 145 millions d'habitants, 5000 milliards de dollars de PIB, premier exportateur mondial, etc. Pour peu qu'elles se réunissent sur une analyse stratégique commune et qu'elles prennent conscience, non seulement de leur poids mais surtout de leurs responsabilités face à l'histoire en train de se faire, la France et l'Allemagne sont certainement capables, d'une part de convaincre au moins certains de leurs partenaires européens historiques, d'autre part de conjuguer leurs efforts pour inventer un nouveau chemin politique. Car le monde n'espère pas uniquement que l'Europe puisse s'ériger en médiateur mondial, elle attend de notre continent qu'il préfigure les sociétés du troisième millénaire, ouvertes sur le monde et sa diversité, et surtout capables de proposer une alternative aux systèmes ultralibéral d'une part et collectiviste d'autre part, une solution équilibrée entre le tout-individuel d'un côté et le tout-Etat de l'autre, un « ordre juste » qui inscrive effectivement les intérêts particuliers dans l'intérêt général et qui trouve enfin un équilibre entre sécurité et liberté. L'enjeu européen du futur est donc double : constituer un grand ensemble de taille mondiale capable d'interférer dans la rivalité sino-américaine et proposer au monde un modèle politique renouvelé tenant compte des réalités sociales et des enseignements du dernier siècle.

Cet article, publié dans le numéro 28 d'AGIR au printemps 2006, est antérieur au Livre blanc sur la défense et la sécurité qui annonce des choix stratégiques diamétralement opposés à ceux qui sont préconisés ici.